

Armée turque : une défaite politique de plus !

mercredi 31 août 2011, par [Jean Marcou](#)

En démissionnant le 29 juillet en compagnie de ses principaux collaborateurs, l'ancien chef d'état-major, Işık Koşaner, pensait peut-être qu'au moins ce départ lui permettrait d'entamer une retraite plus paisible que les derniers mois qu'il avait vécus à la tête des forces armées. Erreur ! Le général Koşaner s'est peut-être évité d'avoir à supporter le triomphe d'un premier ministre dominateur, président seul le Conseil militaire suprême (YAŞ), qui s'est tenu au début du mois d'août, mais il n'en est pas quitte pour autant.

Le 23 août 2011, en effet, une bande sonore a été postée sur la plateforme Dailymotion, révélant des propos tenus par l'ancien chef d'état-major, lors d'une réunion en novembre 2010. Sur ce document le général Koşaner pointe un certain nombre d'erreurs commises par l'armée turque dans la lutte qu'elle mène contre la rébellion kurde. L'ex-chef d'état-major reproche notamment au commandement de ne pas être capable de prévenir les attaques menées par les rebelles lorsqu'elles sont signalées antérieurement par des drones aériens. Il estime que les check-points protégés par des sacs de sable, que l'armée turque a pris l'habitude de construire dans le sud-est, constituent des cibles faciles pour la guérilla, il reconnaît que des erreurs de commandement ou de formation amènent des membres des forces armées à s'entretuer, et il révèle que les champs de mines sont parfois disposés sans qu'un relevé topographique précis en ait été fait et dans des endroits dangereux (proximité d'habitations civiles ou de casernements militaires).

Comme si cela ne suffisait pas, deux jours plus tard, une seconde bande sonore a été publiée sur Dailymotion. Cette fois, le général Koşaner va encore plus loin, il évoque la fameuse affaire Balyoz qui, depuis 1 an et demi, a relégué Ergenekon au second rang des affaires de complot. Rappelons que le Plan Balyoz, révélé par le quotidien Taraf en janvier 2010, aurait consisté en une suite d'opérations destinée à déstabiliser le gouvernement de l'AKP nouvellement élu, allant de l'accomplissement d'attentats à la bombe contre des mosquées à l'organisation d'incidents aériens sur la frontière grecque. Loin de laisser entendre, comme l'a toujours dit l'armée, pour sa défense, que ces opérations sont des simulations d'école, les propos de Koşaner les valident implicitement, en regrettant surtout que les documents, qui les décrivaient, soient tombés dans des mains « inappropriées », notamment celles d'un journaliste de Taraf. « Nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes », conclut l'ex-commandant en chef des forces armées, avant de mettre en cause le commandement de la 1^{re} Armée, au sein de laquelle avait été élaboré le plan Balyoz, en 2003. Plus loin le général Koşaner, se basant sur le fameux article 35 du Code des forces armées, justifie le droit de regard de l'armée sur la vie politique et son devoir d'intervention, le cas échéant.

Plusieurs observations peuvent être faites quant à cette affaire. Après quelques jours d'incertitude, le 27 août 2011, l'intéressé a lui-même confirmé l'authenticité de ces documents sonores, en disant qu'il ne comportait rien d'illégal et que ses propos étaient essentiellement une autocritique destinée à faire réagir ses collaborateurs. On remarque aussi que ces révélations sur les insuffisances de l'armée dans la lutte contre la rébellion kurde ou la confirmation de son implication dans l'affaire Balyoz au plus haut niveau, surviennent à point nommé. Au cours du mois et demi qui vient de s'écouler les forces armées turques ont perdu plus d'une trentaine d'hommes dans des embuscades meurtrières du PKK, tandis que parallèlement le procès des accusés de l'affaire Balyoz s'est ouvert et que de nouvelles arrestations ont eu lieu dans les milieux militaires les plus élevés.

Mais plus encore que sur le fond, dans la mesure où ce ne sont en fait que des secrets de polichinelle qui sont en l'occurrence révélés (carences de l'armée face à la rébellion, implication dans des complots...), cette affaire est importante pour une autre raison. En effet, ce que regrette le général Koşaner dans ces

deux bandes, c'est que l'armée ne puisse plus protéger ses secrets, qu'elle soit devenue une passoire, et le comble, c'est qu'au moment même où il le regrette, il est lui-même enregistré ! Ainsi cette affaire aboutit donc surtout à mettre en relief l'incurie de l'armée.

La réaction de l'AKP à cette nouvelle est assez significative. Le parti gouvernemental ne s'est pas indigné des révélations faites, mais s'est essentiellement inquiété de la provenance des fuites, en y voyant une manœuvre venue de l'étranger. La ficelle peut paraître un peu grosse, elle vise néanmoins là-encore à faire sentir que l'armée n'est pas capable de tenir un secret et pour tout dire qu'elle manque désormais de fiabilité, en bref, que ses frasques ne suscitent même plus l'indignation mais qu'elles appellent presque la pitié !

Il est difficile de se prononcer sur la provenance des fuites, comme l'a fait le MHP qui a immédiatement mis en cause le gouvernement, en rappelant que sa direction a été récemment décimée par la publication de vidéos compromettantes sur Internet. Mieux vaut observer que la Turquie n'a cessé de « fuir », au cours des dernières années, et particulièrement depuis 2007 et l'affaire des carnets de l'amiral Örnek. Révélation de complots véridiques ou grossis, ouverture de dossiers noirs de l'histoire turque, publication de documents secrets, découverte de caches d'armes, révélation incessante de conversations téléphoniques, mise en ligne de vidéos compromettantes... Ce grand déballage est-il l'œuvre d'une main maléfique ou n'est-il pas le résultat de la mise à jour d'une société et d'un pays longtemps maintenus dans l'ombre ou plutôt dans la grisaille d'un système de démocratie contrôlée. Comme toute ouverture débridée survenant après des années de contrôle de l'information, ce fuitage généralisé a comporté sa part d'excès, de manipulation ou de contradiction... Mais il a surtout sonné le glas du système de la Constitution sécuritaire de 1982. Les médias se sont mis à publier des documents ou des analyses qui leur auraient valu antérieurement la censure, l'armée a vu ses coups tordus dévoilés au grand jour et, à son tour, elle a fait l'objet de coups tordus. Pour finir, le dernier YAŞ et l'affaire des bandes sonores du général Koşaner marquent la défaite d'une vieille garde de généraux qui se considéraient comme propriétaires de la République.

Ce faisant, une nouvelle phase est en train de s'ouvrir dans le mouvement de démilitarisation en cours. Dès lors que l'influence de l'armée sur le gouvernement civil est anéantie, il s'agit de savoir comment sera repositionner l'institution militaire dans le système qui est en train de s'établir. Autre bastion de l'Etat kémaliste, la justice turque s'est transformée, au cours des dernières années, parce que sa base s'est progressivement éloignée d'une hiérarchie restée fidèle aux thèses de l'establishment. Une telle évolution est difficile à concevoir pour ce qui est de l'armée, car celle-ci constitue un ensemble beaucoup plus soudé, qui se considère comme un monde extérieur à la société. Prendre d'assaut cette forteresse présente le risque de la déstabiliser, pour un gouvernement qui en a besoin, dans le contexte actuel d'une effervescence politique régionale accrue et d'une recrudescence des affrontements avec la rébellion kurde. La priorité n'est donc pas pour le gouvernement de prendre le contrôle formel du commandement comme il a pris celui de la justice ou de la hiérarchie universitaire. Les membres de la vieille garde qui auront échappé au procès, comme le nouveau chef d'état-major, Necdet Özel, pourront donc achever leur carrière, à condition qu'il se montre désormais coopératif. Necdet Özel vient d'ailleurs fort opportunément de céder au président Abdullah Gül la présidence des cérémonies de la victoire, qui était traditionnellement dévolue au chef d'état-major le 30 août de chaque année. Tout un symbole qui voit la hiérarchie militaire continuer à devoir supporter stoïquement son déclin et qui n'empêchera pas le gouvernement d'engager une mutation progressive, mais certaine du fonctionnement de l'institution militaire.

La mise en exergue des carences de l'armée dans la lutte contre la guérilla kurde, ou des défaillances de son système d'information, justifiera en effet une réflexion technique sur les nouvelles missions de l'armée qui mettra progressivement ses cadres actuels hors jeu. Car l'armée turque de demain sera une armée de nouveaux professionnels qui se délassera probablement du poids de la conscription, et se dotera d'armements sophistiqués de plus en plus souvent produits par la Turquie. Cette armée-là devra relever des défis considérables : harmonisation ou non de son système d'information avec celui de ses alliés, engagement de ses forces sur des théâtres extérieurs, participation à des stratégies de défense intégrées comme l'extension du bouclier antimissiles américains. Ce sont de tels enjeux qui transformeront

progressivement le commandement, en induisant une formation de plus en plus technique de son personnel et une carrière de moins en moins basée sur l'ancienneté et la cooptation automatique de la hiérarchie. Reste à savoir, si ces futurs cadres seront au service d'un gouvernement ou de la démocratie. La question de la place de l'armée dans le nouveau système qui est en train de s'établir en Turquie, rejoint bien sûr celle de la nature de ce système en question. Mais cela est une autre histoire...

Sources

Article original publié sur le site de l'OVIPoT le dimanche 28 août 2011 sous le titre : [Armée turque : une défaite politique de plus !](#)